

Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE : « La déflation vient essentiellement du déséquilibre du marché du travail »

Figure de proue des Économistes Atterrés, le directeur du département Économie de la mondialisation de l'OFCE [1] estime que la déflation n'est pas automatiquement néfaste pour les salariés... à la condition qu'elle ne s'éternise pas.

« Le gel du point d'indice de la fonction publique est aberrant, il devrait a minima suivre l'inflation »

À partir de quel recul de l'inflation peut-on parler de déflation ? Quels peuvent en être les effets ?

Il n'existe pas de norme de déflation. La BCE fixe l'inflation à 2%, mais cette norme est arbitrale. Dans tous les pays, les politiques de compétitivité entraînent les prix vers le bas. La situation de **déflation** [2] en elle-même n'est pas catastrophique. Cela restitue du **pouvoir d'achat** [3] aux salariés et les désindexations des allocations et des pensions ont moins d'effets. Mais le risque est que la situation se perpétue car on ne sort pas d'une ornière où le chômage fait pression sur les salaires. Les déficits se maintiennent et la pression sur les dépenses publiques fait encore chuter la croissance. On peut être dans une période longue sans reprise et le gouvernement est alors coincé entre sa volonté de ne pas faire baisser l'activité et sa volonté de réduire les déficits.

Une déflation ou une très faible inflation pourraient donc se révéler bénéfiques pour le pouvoir d'achat des salariés ?

Cela peut soutenir les revenus des ménages, mais à court terme. Cette déflation vient essentiellement du déséquilibre du marché du travail. Et ce sont les salariés qui en souffrent car ce que nous constatons, c'est plutôt une **désinflation** [4] salariale. Le gel du point d'indice de la fonction publique est aberrant, il devrait a minima suivre l'inflation. Pour les salariés, la situation serait bien meilleure avec des tensions sur le marché du travail qui se répercuteraient sur les salaires et les prix.

Quelle part ont les politiques d'austérité dans la dégradation de la situation économique ?

Leur responsabilité est totale. L'euro en lui-même fut une erreur car mis en place entre des pays différents sans mécanismes de coordination ou de solidarité. Depuis 2010, les pays du Nord ont dominé la zone euro et ceux du Sud ont été incapables de dévaluer et contraints à des politiques d'austérité qui ont pesé sur leur croissance et toute l'Europe. En 2011, aucune politique expansionniste n'a été menée qui aurait permis de compenser les déséquilibres creusés. Et ce fut l'enchaînement avec la course au respect de normes inadéquates. En juin 2012, François Hollande a accepté de signer le stupide pacte budgétaire et n'a pas obtenu de pacte de croissance. Les politiques restrictives mises en œuvre ont brisé l'activité.

La chute du pouvoir d'achat se poursuit

Certains indicateurs font plus de bruit que d'autres. Pour la troisième année consécutive, le pouvoir d'achat par unité de consommation a diminué selon les chiffres publiés par l'Insee le 14 août. Après des baisses de -0,4 % et -1,5 % en 2011 et 2012, la chute continue : -0,6% pour 2013. Et après ces trois années de chute, la quatrième ne risque pas d'être celle du rebond : les augmentations des taux de TVA du 1^{er} janvier 2014 amputent encore davantage le pouvoir d'achat des salariés.

Notes

1/L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) est un centre indépendant de recherche, de prévision et d'évaluation des politiques publiques. Source : Wikipédia.

2/La déflation est une baisse du prix moyen des biens et des services sur plusieurs trimestres. Source : Wikipédia.

3/Le pouvoir d'achat par unité de consommation est un indicateur de l'Insee qui permet d'approcher le pouvoir d'achat réel des ménages en rapportant leurs revenus à la composition du foyer. Source : Wikipédia.

4/La désinflation correspond à une période de ralentissement de l'inflation. Source : Wikipédia.